



Accord Fatah-Hamas



nouvelle donne en Palestine

N°24 • juin 2011 • FS 4.- • EUR 2.50.-

Revue trimestrielle

Articles rédigés ou traduits par le :

Collectif Urgence Palestine - Vaud,

Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse

Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch

SOMMAIRE

Editorial

Révoltez-vous!-----1

Accord Fatah-Hamas

Un fruit des révolutions arabes-----3

De l'accord Fatah Hamas à la reconnaissance de l'Etat palestinien-----4

Analyse

Vers un « moment Moubarak » en Palestine-----5

Rapport Goldstone

Richard Goldstone désavoué par ses pairs-----9

Se focaliser sur les questions de fond pertinentes-----11

Solidarités arabes

La mise en garde saoudienne à Obama-----14

Les Egyptiens n'oublent pas la Palestine-----16

Solidarité internationale

Un bateau international va sillonner les eaux palestiniennes-----17

Des nouvelles des opérations Boycott-----20

Vécu là-bas

Al Qods: le martyr Melad Said Ayyash-----21

Awarta ou la vengeance infondée d'Itamar-----22

Manifestations: Israël réprime dans le sang les commémorations de la Nakba-----24

Israël commémore la Nakba en assassinant les Palestiniens-----26

Démolitions et déplacements de population , Vallée du Jourdain-----29

Interviews

En finir avec l'impunité pour les crimes de guerre-----30

Les peuples n'existent pas-----33

Révoltez-vous!

Ce qui se passe en Palestine en ce moment alors que l'attention générale et les médias sont tournées vers la tragédie au Japon et les soulèvements populaires en Tunisie, Egypte, Libye, Yémen, Bahreïn et dernièrement en Syrie et Jordanie dépasse le célèbre « indignez-vous » de Stéphane Hessel. Les raids aériens sur Gaza sont devenus encore plus nombreux, tuant des civils (y compris des enfants). Pendant les deux dernières semaines de mars vingt Palestiniens ont été assassinés par les forces d'occupation israéliennes, des fermiers de la région de Jiftlick, dans la vallée du Jourdain, ont vu leurs tracteurs confisqués, des dizaines de Palestiniens, Israéliens et internationaux manifestant pacifiquement ont été blessés par balles, arrêtés et/ou violemment interpellés. Trois lois iniques viennent d'être votées à la Knesset. L'une interdisant la commémoration de la Nakba, la seconde punissant quiconque oserait soutenir le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) et la troisième votée lors d'une session nocturne du Parlement israélien, « Loi sur les Comités d'admission », permettant une discrimination des habitants dési-

rant obtenir des logements construits dans le Negev et la Galilée. C'est-à-dire qu'elle équivaut à instaurer une ségrégation ethnique entre citoyens juifs et arabes d'Israël (*). Israël n'en finit pas de violer le droit international et humanitaire alors que les Etats-unis et l'Union européenne qui poussent des cris d'orfraie contre le gouvernement Kadhafi restent résolument silencieux avec une conscience adaptable à leurs intérêts quand il est question des agissements du Gouvernement israélien. Israël qui pilonne régulièrement un petit territoire surpeuplé de 360 km², sans infrastructures permettant aux habitants de se protéger en cas d'attaque et qui n'ont pas la possibilité de sortir de Gaza, reste maître du jeu et continue en toute impunité, sous le fallacieux prétexte de se défendre des roquettes et d'éliminer les soi-disant terroristes du Hamas, son siège et son harcèlement armé de Gaza ainsi que sa colonisation brutale de la Cisjordanie.

Et pour couronner le tout, les parlementaires américains se surpassent dans l'indécence et l'immoralité quant aux récentes déclarations du Juge Goldsto-

ne. Afin de tenter de blanchir l'armée israélienne de ses exactions lors de l'attaque sur Gaza en décembre 2008-janvier 2009, le Juge a désavoué certaines conclusions du rapport de mission de l'ONU qu'il avait présidé. Malgré les déclarations des trois autres membres de la mission confirmant les conclusions du rapport dans leur totalité, le Sénat vient de passer une résolution, à l'unanimité, exigeant son retrait afin qu'il ne soit pas considéré par l'Assemblée générale de l'ONU, exonérant ainsi Israël de toute responsabilité dans cette attaque d'une lâcheté sans nom. Pire encore, la Chambre des représentants considère actuellement, très sérieusement, de retenir le paiement de la contribution financière américaine en tant qu'Etat membre de l'ONU si cette dernière refuse le retrait du rapport. Un tel chantage au vu et au su du monde entier est pour le moins révoltant.

Certes nous sommes indignés par le sort des Palestiniens mais est-ce suffisant ? Il n'est plus temps maintenant de se limiter à l'indignation. Il faut agir et se révolter, ce qui ne veut pas dire bien sûr les armes à la main. Nous avons toute une panoplie de possibilités pour nous révolter sans utiliser la violence. En premier lieu, l'écrire et le dire haut et fort, ensuite harceler nos gouvernements et nos politiciens par pétitions, lettres, téléphones puis par des manifestations de rue, conférences, diffusion d'informations au public sur la réalité sur le terrain de la colonisa-

tion, articles dans la presse, adhésion au mouvement BDS, missions en Palestine etc. Il ne suffit plus de rester assis/e devant son poste de télévision et de se dire, aux images (quand il y en a !) qui défilent devant nous sur l'oppression israélienne en Palestine : « C'est horrible, je suis indigné/e ». Il s'agit ici de notre conscience et du refus de rester un spectateur passif de l'une des plus grandes injustices de ce siècle.

Caroline Finkelstein – Tannay le 25.04.11

(*) Information tirée d'un article de l'Association France Palestine de Saed Bannoura du 24 mars 2011

ACCORD FATAH-HAMAS

Un fruit des révolutions arabes

Le 4 mai 2011 sera signé au Caire « l'accord de réconciliation » entre le Fatah et le Hamas. Cet accord prévoit la constitution d'un gouvernement de personnalités « indépendantes » choisies d'un commun accord, l'organisation d'élections présidentielles et législatives dans un an, la réunification des forces de sécurité du Hamas et du Fatah, la libération des prisonniers politiques à Gaza et en Cisjordanie et la reconstruction de Gaza. Difficile de dire aujourd'hui si les résultats de cet accord seront à la hauteur des espérances du peuple palestinien et de tous ses amis dans le monde. Difficile de dire aujourd'hui si les conséquences de la coopération sécuritaire (et autres coopérations) entre l'Autorité Palestinienne et Israël n'ont pas causé des dégâts irréversibles. Difficile enfin, de dire si les USA et l'UE vont accepter le Hamas qu'Israël a réussi à faire classer dans les organisations terroristes.

Mais il y a une chose dont nous pouvons être sûrs et nous réjouir : cet accord est le fruit des révolutions du monde arabe. Pas seulement parce que les jeunes Palestiniens et leur « mouvement du 15 mars » ont réclamé la fin de la division (qu'ils n'ont pas limitée à l'unité Fatah-Hamas) mais surtout parce que la nouvelle Egypte s'est libérée de sa dépendance des USA ! A peine arrivé, Nabil Al-Arabi, ministre des Affaires étrangères d'Egypte, a annoncé que désormais Israël paierait le prix normal pour le gaz et qu'en plus, il devrait s'acquitter du montant de la réduction accor-

dée durant tout le règne de Moubarak. Il vient d'annoncer l'ouverture de la frontière avec la bande de Gaza, y compris pour les matériaux de construction interdits jusque là par Israël. Mais surtout, en tant que médiateur, Nabil Al-Arabi offre aux négociateurs un cadre bienveillant et indépendant des puissances ennemies qui jusqu'ici tiraient les ficelles à distance.

Tous ces éléments sont révélateurs du déclin de l'influence des USA dans la gestion des affaires de cette partie du Monde. Un nouveau pas est franchi dans la réinscription de l'avenir de la Palestine au sein du Monde arabe. Et c'est ce que nous pouvons souhaiter de mieux.

D'où la colère d'Israël qui commence à prendre la mesure du renversement de la situation régionale et internationale.

Dans ce contexte favorable, la libération des prisonniers respectifs devrait faciliter le travail de réconciliation entre les partis et entre les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. De cette réconciliation retrouvée ne manquera pas de surgir la volonté et les forces à même de rassembler les Palestiniens sous colonisation, les réfugiés et les Palestiniens d'Israël, pour exiger et imposer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Déclaration de la CCIPPP, Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien

www.protection-palestine.org

De l'accord Fatah-Hamas à la reconnaissance de l'Etat palestinien

vendredi 29 avril 2011, par Efraim Davidi

Le PCI salue l'accord initié par les représentants des mouvements Fatah et Hamas à propos de la constitution d'un gouvernement provisoire d'unité ainsi que de la préparation des élections à la Présidence, au Parlement, et au conseil national palestinien dans les huit mois.

Un tel accord entre le Fatah et le Hamas pour une coopération politique est une contribution importante aux efforts menés par l'OLP et l'autorité palestinienne en vue d'obtenir le soutien d'une majorité d'Etats membres de l'assemblée générale de l'Onu en septembre prochain en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant, avec Jérusalem Est pour capitale, aux côtés d'Israël.

Le PCI souligne que le vote à venir à l'ONU concernant un Etat palestinien conformément aux délibérations du 4 juin 1967 sera utile tant aux Israéliens qu'aux Palestiniens pour parvenir à une paix juste et durable, fondée sur la fin de l'occupation, l'évacuation des colonies et une solution au problème des réfugiés, conformément aux résolutions de l'ONU.

Le bureau politique du PCI condamne la réaction épidermique du premier ministre Netanyahu, selon qui le Fatah doit choisir entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas. Il faut rappeler que ce sont Netanyahu et son gouvernement qui ont constamment répété qu'il était impossible de signer un accord avec les Palestiniens car le président Abu Mazen

ne représentait pas le gouvernement de Gaza. Aujourd'hui, alors que l'accord entre le Fatah et le Hamas est en route, il apparaît une fois encore que la seule chose qui intéresse ce gouvernement qui fait dangereusement obstruction à toute avancée, c'est la poursuite de l'occupation et de la colonisation, tout en prenant le risque de nouvelles guerres.

Le PCI appelle ses partenaires du Hadash (le front démocratique pour la paix et l'égalité) et tous les partisans de la paix en Israël, qu'ils soient juifs ou arabes, à intensifier la lutte pour la fin de l'occupation et à unir leurs forces pour gagner le soutien le plus large possible de l'opinion publique à la déclaration à venir au sein de l'assemblée générale de l'ONU pour la création d'une Palestine indépendante aux côtés d'Israël. La possibilité de parvenir à une paix durable, fondée sur le principe de deux Etats indépendants, selon les textes du 4 juin 1967, est plus tangible aujourd'hui que jamais.

Ne laissons pas échapper cette chance historique ! Epargnons à nos deux peuples toute nouvelle guerre et tuerie !

Une Palestine indépendante est aussi dans l'intérêt du peuple israélien !

Déclaration du bureau politique du Parti Communiste israélien

(Tel Aviv, le 28 avril 2011)

Vers un « moment Moubarak » en Palestine

par Ali Abunimah, Al-Jazeera, 27 février 2011

L'Autorité palestinienne devrait se dissoudre d'elle-même, car elle agit en fonction des intérêts d'Israël, affirme Ali Abunimah.

[Remarque: cet article a été écrit avant l'accord Fatah – Hamas du 4 mai dernier, ce qui n'enlève rien à sa pertinence – ndt]

Le lent déclin, ces dernières années, des institutions liées à la direction collective palestinienne a abouti à un état de crise qui s'est accentuée avec les révolutions arabes, les révélations des « Documents de Palestine » et l'absence de tout processus de paix crédible. L'Autorité palestinienne (AP), basée à Ramallah, sous le contrôle de Mahmoud Abbas et de son parti le Fatah, a tenté de réagir à cette crise en appelant à des élections pour le Conseil législatif palestinien (CLP) et la présidence de l'AP.

Abbas espère que ces élections légitimeront sa présidence. Le Hamas les a rejetées du fait de l'absence d'accord de réconciliation mettant fin à la division. Une division qui résulte du refus du Fatah (avec Israël et les parrains occidentaux de l'AP, surtout des États-Unis) d'accepter le résultat des élections précédentes de 2006 où le Hamas avait remporté une victoire décisive.

Mais, même si de telles élections se tenaient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, elles ne résoudraient en rien la crise d'une direction collective à laquelle doit faire face tout le peuple palestinien (quelque dix mil-

lions de Palestiniens répartis entre ceux qui vivent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupées, à l'intérieur d'Israël, et dans la diaspora).

Une maison divisée

Il existe de nombreuses raisons de s'opposer à de nouvelles élections de l'AP, même si le Hamas et le Fatah étaient prêts à régler leur différend. Depuis 2006, l'expérience démontre qu'une démocratie, une gouvernance et une vie politique normale sont impossibles sous l'occupation militaire brutale d'Israël.

Le corps politique palestinien a été coupé non pas en deux grands courants politiques proposant des visions concurrentes, comme dans d'autres démocraties électorales, mais en un courant qui s'est aligné sur l'occupation et ses partisans à l'étranger, qui est soutenu par eux et qui dépend d'eux, et un autre courant qui reste engagé, du moins théoriquement, dans la résistance. De telles antinomies ne peuvent se résoudre par des élections.

L'AP de Ramallah sous Abbas fonctionne aujourd'hui comme un bras de l'occupation israélienne alors que le Hamas, avec ses cadres emprisonnés, torturés et réprimés en Cisjordanie par Israël et par les forces d'Abbas, est assiégé à Gaza où il tente de gouverner. De son côté, le Hamas n'a proposé aucune vision politique cohérente pour sortir les Palestiniens de leur impasse et sa gouvernance à Gaza tend de plus en plus à ressem-

bler à celle de ses homologues du Fatah en Cisjordanie.

L'AP a été créée par un accord entre l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et Israël dans le cadre des Accords d'Oslo. Le 13 septembre 1993, la « Déclaration de principes », signée par les parties, stipule que :

« Les négociations israélo-palestiniennes menées dans le cadre de l'actuel processus de paix au Moyen-Orient ont pour but notamment d'établir une Autorité autonome palestinienne intérimaire, le Conseil élu (le « Conseil »), pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire ne pouvant excéder cinq ans, en vue d'un règlement permanent fondé sur les Résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité (ONU) » (article 1er).

En vertu de cet accord, les élections de l'AP devaient « constituer une étape préparatoire intérimaire importante vers la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien et de ses justes revendications. »

Un modeste mandat

Ainsi, l'AP n'aurait dû être que temporaire et transitoire et son mandat limité à une simple fraction de la population palestinienne, celle de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les Accords d'Oslo limitaient explicitement les pouvoirs de l'AP aux fonctions qu'Israël lui déluguait dans le cadre de l'accord.

Par conséquent, des élections pour le CLP ne résoudre pas la question de la représentation du peuple palestinien dans son entier. La plus grande partie ne voterait pas. Et comme lors des élections précédentes, Israël interviendrait, surtout à Jérusalem-Est, pour tenter d'empêcher les Palestiniens sous occupation d'aller voter.

Considérant toutes ces conditions, un nouveau CLP élu ne servirait qu'à renforcer les divisions entre les Palestiniens tout en créant l'illusion que l'autonomie palestinienne exis-

te - et peut se développer - sous l'occupation israélienne.

Une décennie et demie après sa création, il s'avère que l'Autorité palestinienne n'a pas été une étape vers « les droits légitimes du peuple palestinien », mais plutôt un obstacle majeur sur la voie qui y conduit.

L'AP n'offre aucune autonomie ou protection véritable aux Palestiniens sous occupation, lesquels continuent d'être brisés, assassinés, mutilés et assiégés par Israël en toute impunité, pendant qu'Israël confisque et colonise leur terre.

L'AP n'a jamais été, et ne peut pas être, un substitut à une réelle direction collective pour l'ensemble du peuple palestinien, et les élections de l'AP ne le sont pas davantage pour une autodétermination.

Dissoudre l'Autorité palestinienne

Avec la faillite complète du « processus de paix » - l'ultime assaut lui fut porté par les Documents de Palestine -, il est temps pour l'AP d'avoir son moment Moubarak. Quand le tyran égyptien a finalement quitté ses fonctions, le 11 février, il a remis le pouvoir aux mains des forces armées.

L'AP doit se dissoudre elle-même, de la même façon, en annonçant que les responsabilités qui lui ont été déléguées par Israël sont rendues à la puissance occupante qui devra remplir alors l'intégralité de ses obligations résultant de la Quatrième Convention de Genève de 1949.

Il ne s'agirait pas d'une capitulation. Au contraire, ce serait une reconnaissance de la réalité et un acte de résistance de la part de Palestiniens qui refuseraient, collectivement, d'aider l'occupant à les occuper. En ôtant la feuille de vigne de l'« autonomie » qui masque et préserve la tyrannie coloniale et militaire d'Israël, la fin de l'AP exposerait l'apartheid israélien à la face du monde.

Le même message va aussi à l'Union euro-

péenne et aux États-Unis qui financent directement l'occupation et la colonisation israéliennes par l'intermédiaire de cette ruse de « l'aide » aux Palestiniens et de la formation des forces de sécurité qui agissent par procuration pour Israël. Si l'Union européenne souhaite continuer à financer l'occupation israélienne, elle doit avoir l'honnêteté de le faire ouvertement et de ne pas utiliser les Palestiniens ou un processus de paix comme façade.

Dissoudre l'AP pourrait entraîner certaines difficultés et incertitudes pour les dizaines de milliers de Palestiniens, et ceux qui en dépendent, qui comptent sur les salaires versés par l'Union européenne via l'AP. Mais le peuple palestinien dans son entier - les millions qui ont été brisés ou marginalisés par Oslo - pourraient en tirer bien plus de bénéfices.

En rendant à l'occupant les pouvoirs délégués à l'AP, les Palestiniens n'auraient plus à se concentrer sur la reconstitution de leur corps politique collectif et pourraient mettre en œuvre des stratégies afin de se libérer eux-mêmes du joug colonial israélien.

Une nouvelle direction

A quoi peut ressembler une véritable direction palestinienne ? Sans aucun doute il s'agit là d'un défi redoutable. Beaucoup d'anciens chez les Palestiniens se souviennent avec émotion des beaux jours de l'OLP. L'OLP existe toujours, naturellement, mais ses organes ont depuis longtemps perdu toute légitimité ou fonctions représentatives. Ils sont maintenant devenus de simples chambres d'enregistrement entre les mains d'Abbas et de son cercle rapproché.

L'OLP pourrait-elle être reconstituée en tant qu'organisme vraiment représentatif en élisant un nouveau Conseil national de la Palestine (CNP) - le « Parlement en exil » de l'OLP ? Alors que le CNP était censé être élu par le peuple palestinien, en réalité cela

n'a jamais été le cas - en partie en raison des difficultés pratiques de tenir de véritables élections dans la diaspora palestinienne. Les membres en sont toujours nommés par des négociations entre les différentes factions politiques et le CNP comprend des sièges pour les indépendants et les représentants des étudiants, des femmes et d'autres organisations affiliées à l'OLP.

L'un des points clés du désaccord entre le Fatah et le Hamas est la réforme de l'OLP, dont le Hamas deviendrait membre et par conséquent recevrait un nombre de sièges proportionnel dans les divers organes de décision de l'organisation. Mais même si cela se faisait, cela ne serait pas pour autant comme si les Palestiniens avaient choisi leurs représentants directement.

Encore que si les pays arabes, qui ont accueilli énormément de réfugiés palestiniens, passent par une métamorphose démocratique, de nouvelles possibilités vont s'ouvrir pour la politique palestinienne.

Ces dernières années, des opportunités de « voter hors du pays » ont été offertes aux vastes populations de réfugiés et d'exilés irakiens et afghans, pour des élections qui ont été soutenues par les puissances occupantes de ces pays. En théorie, il serait possible d'organiser des élections pour tous les Palestiniens, peut-être sous l'égide des Nations-Unies - en incluant l'importante diaspora palestinienne des Amériques et d'Europe.

Le problème est que toute élection de ce genre aurait probablement besoin de s'appuyer sur la bonne volonté et la coopération d'une « communauté internationale » (les États-Unis et leurs alliés) qui, de façon impitoyable, a refusé de laisser les Palestiniens choisir leurs propres dirigeants.

L'énergie et le coût de fonctionnement d'une bureaucratie palestinienne transnationale en vaudraient-ils la peine ? Ces nouveaux organismes ne seraient-ils pas vulnérables face à ce type de subversion, cooptation et corrup-

tion qui ont mis l'OLP d'origine, mouvement de libération nationale, dans le triste état d'aujourd'hui où elle est accaparée par une bande collaborationniste ?

Je ne détiens pas la réponse absolue à ces questions mais, selon moi, les Palestiniens devraient en débattre, maintenant.

Un boycott inspirateur

A la lumière des révolutions arabes qui se sont faites sans dirigeants, il apparaît une autre possibilité intéressante : à ce stade, les Palestiniens ne doivent pas craindre de créer des organes représentatifs.

Au contraire, ils devraient porter toute leur attention à une résistance forte, décentralisée, en particulier à la lutte pour le boycott (le mouvement BDS – Boycott, Désinvestissement et Sanctions), populaire et internationale, à l'intérieur de la Palestine historique.

Le mouvement BDS possède une direction collective sous la forme du Comité national du Boycott (CNB). Cependant, il ne s'agit pas d'une direction qui donne des ordres et des instructions aux Palestiniens ou aux organisations de solidarité à travers le monde. Au contraire, elle établit des agendas qui reflètent un large consensus palestinien et fait campagne pour que les autres travaillent selon cet agenda, en grande partie en agissant sur la conscience morale.

L'agenda regroupe les besoins et les droits de tous les Palestiniens : la fin de l'occupation et de la colonisation de tous les territoires occupés en 1967, la fin de toutes les formes de discrimination contre les citoyens palestiniens d'Israël, et le respect, la promotion et la réalisation des droits des réfugiés palestiniens.

La campagne BDS est puissante et grandit parce qu'elle est décentralisée et tous ceux qui, dans le monde entier, agissent pour le boycott d'Israël - suivant en cela le précédent de l'Afrique du Sud de l'apartheid - le font

en toute indépendance. Il n'y a aucun organe central qu'Israël et ses alliés pourraient cibler pour le sabotage et les attaques.

Ce pourrait être le modèle à suivre : continuer de construire notre force par des campagnes, la résistance civile et le militantisme. Il y a deux mois, peu de gens auraient imaginé que les régimes vieux de plusieurs décennies de Zine el Abidine Ben Ali en Tunisie et d'Hosni Moubarak en Égypte allaient tomber - mais ces régimes sont tombés sous le poids de manifestations populaires considérables. En vérité, de tels mouvements de masse sont beaucoup plus prometteurs pour mettre fin au régime d'apartheid d'Israël et établir une véritable direction palestinienne, représentative et démocratique, plutôt que ce type d'institutions pesantes créées par les Accords d'Oslo. La fin du processus de paix n'est que le commencement.

Ali Abunimah est cofondateur de The Electronic Intifada, conseiller politique du Réseau politique palestinien, et auteur de « Un pays : une proposition audacieuse pour mettre fin à l'impasse israélo-palestinienne. »

Source: english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/02/2011224141158174266.html

RAPPORT GOLDSTONE

Massacre de Gaza: Richard Goldstone désavoué par ses pairs

Les auteurs de la commission d'enquête des Nations-Unies sur les massacres de l'armée israélienne à Gaza en décembre 2008 – janvier 2009 ont administré jeudi une claque sévère à leur chef, Richard Goldstone, qui s'était renié, au début du mois, aux applaudissements du gouvernement israélien.

Dans une tribune publiée le 1er avril, sans que ce fut un poisson, par le Washington Post, l'ancien juge sud-africain Richard Goldstone, président de la commission d'enquête, avait fait volte-face et déchiré en substance le rapport co-signé avec ses trois collègues (communément appelé le « rapport Goldstone »), exonérant au moins en partie l'armée et le gouvernement israéliens des accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité évoquées dans le rapport.

On rappelle que l'agression israélienne de l'hiver 2008-2009 sur la bande de Gaza a fait plus de 1'400 tués palestiniens, dont une large majorité de civils, hommes, femmes et enfants.

Juif et sympathisant déclaré du sionisme, Goldstone avait subi des pressions colossales lors de l'enquête et plus encore après



la publication du rapport, de la part d'Israël et d'une série d'organisations pro-israéliennes. Ces dernières l'avaient présenté comme le prototype du « Juif traître à sa race », méritant le bannissement de la tribu, et la mort.

Les pressions et menaces à l'encontre de Goldstone s'étaient exercées y compris à l'intérieur de son cercle familial, où il lui avait par exemple été interdit de participer à la bar mitzvah (cérémonie religieuse juive marquant le passage du garçon à l'état adulte) à l'un de ses propres petits-fils! Et de l'avis général, la rétractation, partielle mais substantielle, opérée par Goldstone dans le Washington Post, était bien le fruit pourri des pressions subies.

Depuis cette publication, les dirigeants israéliens ont hurlé quotidiennement pour

que les Nations-Unies déchirent formellement le rapport, et tenter ainsi de redorer leur blason « d'armée la plus morale du monde ».

Mais voilà que jeudi les trois autres enquêteurs et signataires du rapport des Nations-Unies, l'avocate spécialiste des droits de l'homme pakistanaise Mme Hina Jilani, la professeure de droit à la London School of Economics Mme Christine Chinkin, et l'ancien responsable du processus de paix en Irlande du Nord M. Desmond Travers, se sont publiquement démarqués de Goldstone, dans une tribune publiée par le quotidien britannique *The Guardian* (1).

Défendant chaque mot et chaque ligne du rapport rédigé collégalement, les trois auteurs s'abstiennent par politesse de citer nommément Goldstone, mais ils lui règlent quand même son compte. « Les appels à réviser, voire à retirer le rapport, tout comme les tentatives de dénaturer son propos et ses objectifs, font injure au droit des victimes, tant palestiniennes qu'israéliennes, à connaître la vérité et obtenir justice », écrivent-ils.

Ils mentionnent, eux aussi, « les attaques personnelles et les pressions extraordinaires exercées sur les membres de la mission d'enquête », et ajoutent: « si nous avons cédé à ces pressions, nous aurions commis une injustice flagrante à l'encontre des centaines de civils innocents tués pendant la guerre de Gaza, aux milliers d'autres blessés, et aux centaines de milliers d'autres dont les vies continuent d'être profondément affectées par le conflit et le blocus ».

Dans un commentaire accompagnant la tribune, le *Guardian* estime que les tentatives israéliennes d'obtenir le retrait formel du rapport de la part des Nations-Unies ont désormais avorté.

Pour autant, 18 mois après sa publication, le rapport Goldstone n'a été suivi d'aucune mesure judiciaire prise par la « communauté internationale » (lire: les gouvernements des grandes puissances, Etats-Unis en tête). La campagne internationale de la société civile BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) n'en revêt que plus d'actualité.

Note:

(1) texte en langue anglaise: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/apr/14/goldstone-report-statement-un-gaza>

CAPJPO-EuroPalestine

Se focaliser sur les questions de fond pertinentes

Le Centre palestinien des droits humains [PCHR] souligne les points clés relatifs à la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza (le « rapport Goldstone »)

Lundi 4 avril 2011

Au vu du débat dans les médias et de la confusion engendrée par l'opinion que le juge Richard Goldstone a exprimée par dans son article du *Washington Post* du 1er avril, le PCHR souhaite souligner quelques points clés concernant l'état actuel du rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU, et la recherche des responsabilités découlant de l'offensive israélienne contre la bande de Gaza du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009.

Agissant en tant que représentant de l'046 victimes de l'offensive, le PCHR a soumis en leur nom 490 plaintes criminelles auprès des autorités israéliennes.

Comme le note le juge Goldstone, la mission d'établissement des faits de l'ONU n'était pas une instance judiciaire. C'était plutôt une mission de recherche des faits chargée de conduire des enquêtes initiales sur le terrain et de faire des recommandations sur cette base. La Mission a trouvé suffisamment de preuves indiquant la perpétration sur une large échelle de crimes de guerre, voire peut-

être de crimes contre l'humanité. Ces conclusions coïncident avec les résultats des enquêtes menées par d'autres organisations, dont le PCHR, Amnesty International, Human Rights Watch, le Bureau d'enquête de l'ONU, et la Mission d'établissement des faits de la Ligue Arabe.

De manière adéquate et en accord avec les exigences du droit international, la Mission a recommandé que ces allégations soient examinées. La Mission a fait remarquer que si les autorités nationales manquaient à mener des enquêtes efficaces, la Cour Pénale Internationale [CPI] serait le lieu approprié pour enquêter sur ces accusations sérieuses. Il reviendrait alors au Conseil de sécurité d'activer la juridiction de la CPI, d'après l'article 13(b) des statuts de la Cour. Selon l'agenda établi par la Mission, ce renvoi [devant la Cour] aurait dû se faire déjà il y a une année environ. Tout récemment, le Conseil de sécurité a agi de cette manière au vu de la situation en Libye.

Les allégations les plus sérieuses touchant la conduite des hostilités par Israël durant l'offensive relatent les tirs directs sur des civils, des attaques indifférenciées importantes, le choix des cibles et des méthodes de combats, et la destruction étendue d'infrastructures publiques et privées, entre autres la destruction totale ou partielle de 7'872 logements civils rendus inhabitables. A ce propos, on

peut citer parmi les cas significatifs l'attaque du quartier général de l'UNRWA. (...) La politique de conduite des hostilités, le choix des cibles, l'usage du phosphore blanc et les bombardements d'artilleries sur des zones civiles peuvent aussi donner lieu à des responsabilités criminelles individuelles. Le juge Goldstone n'a en fait ni abordé ni « reconsidéré » aucun de ces cas [lors de sa rétractation – ndt].

Le droit international exige clairement que les allégations de crimes de portée internationale, tels que ceux énoncés dans le rapport de la Mission d'établissement des faits et ailleurs, soient sujets à une enquête authentique et, le cas échéant, que leurs responsables soient poursuivis.

La jurisprudence internationale a logiquement identifié quatre éléments essentiels à la conduite d'une enquête authentique [1]. Une enquête doit être: efficace (c'est-à-dire capable de mener à « l'identification et à la punition des responsables » [2] et « entreprise de manière sérieuse et non pas comme une simple formalité vouée à l'inefficacité » [3]), indépendante (basée, entre autres, sur « l'existence de garanties contre les pressions extérieures » [4], en particulier, « les personnes en charge des préjudices et celles qui mènent les enquêtes devraient être indépendantes de quiconque est impliqué dans les événements » [5]), rapide [6], et elle doit comprendre une forme d'examen public [7]. Il est également important que l'opération entière soit analysée, et non seulement les cas particuliers de tel ou tel incident; il faut analyser le plan d'ensemble et sa mise en oeuvre [8].

Dans les deux ans qui ont suivi l'offensive, toutes les parties ont manqué à mener des enquêtes répondant à ces critères. Tout récemment, le Comité des experts indépendants de

l'ONU chargé de superviser les enquêtes nationales d'Israël et des Palestiniens a estimé « qu'il n'y a aucun élément indiquant qu'Israël ait ouvert des enquêtes sur ceux qui ont conçu, planifié, ordonné et supervisé l'opération *Plomb durci* ». Le Comité a également relevé des problèmes importants quant au rôle de l'Avocat militaire général.

La majorité écrasante des procédures d'enquête initiées par Israël ont abouti à la conclusion, visiblement prédéterminée par les Forces de défense israéliennes [FDI – l'armée israélienne], que « tout au long des combats à Gaza, les FDI ont agi en accord avec le droit international. »

En deux ans, depuis l'opération *Plomb durci*, un soldat israélien a purgé sept mois et demi de prison pour le vol d'une carte de crédit, et deux autres ont été condamnés à trois mois avec sursis pour avoir pris un enfant comme bouclier humain. Ces trois condamnations et le procès en cours d'un quatrième soldat sont les seuls résultats judiciaires concrets des enquêtes israéliennes. Il faut noter que ces actes d'accusation sont loin de refléter la gravité des crimes commis en réalité, tout comme la sentence exceptionnellement indulgente dans le cas du bouclier humain.

Le PCHR en conclut que le système d'enquête israélien dans son ensemble, y compris du point de vue de la supervision civile, est déficient aussi bien en droit qu'en pratique.

Vu l'incapacité et le manque de volonté avérés des systèmes nationaux à mener des enquêtes authentiques, il est impératif et adéquat que la CPI enquête sur ces allégations. Le 25 mars 2011, le Conseil des droits humains a précisément émis une telle recommandation à l'Assemblée générale, lui demandant de transmettre le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU au Conseil de

sécurité afin que celui-ci envisage de soumettre la situation dans les Territoires palestiniens occupés à la CPI.

Le débat présent doit se focaliser sur les questions de fond pertinentes. Il est de toute évidence que des crimes de guerre ont été commis sur une large échelle dans le contexte de l'opération Plomb durci. Ces crimes n'ont fait l'objet d'aucun examen judiciaire véritable, et l'on doit remédier à cette situation par un renvoi à la CPI.

Il faut mettre de côté toute considération politique et respecter la primauté du droit international. Il n'y a aucun motif à retirer ou reconsidérer le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur le conflit de Gaza. Une application équitable de la loi est la moindre des choses que méritent les victimes des deux côtés. Nous espérons que le juge Goldstone rejoindra l'appel du Conseil des droits humains, soutenu globalement par les ONG des droits humains, qui demande au Conseil de sécurité de soumettre la situation en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés à la CPI.

Toutes les parties prenantes aux événements de la région doivent se soumettre à des standards universels, de sorte que la loi se montre capable de protéger les civils d'atrocités futures, et que les victimes des crimes passés puissent finalement obtenir réparation et justice.

Notes:

[1] Voir PCHR, *Genuinely Unwilling: An Update*, Section 2.4.

[2] *Hugh Jordan v. the United Kingdom*, ECtHR, Application No. 24746/94, 4 August 2001, §107.

[3] *Chumbivilcas v. Peru*, Inter-American Commission on Human Rights, Case 10.559, 1 March 1996.

[4] *Findlay v. the United Kingdom*, ECtHR, Application No. 22107/93, 25 February 1997, §73.

[5] *Bati v. Turkey*, ECtHR, Application No. 33097/96, 57834/00, 3 September 2004, §135.

[6] *Ibid.* §136.

[7] *Finucane v. the United Kingdom*, ECtHR, Application No. 29178/95, 1 October 2003, §213.

[8] *McCann and Others v. the United Kingdom*, ECtHR, Application No. 18984/91, 27 September 1995.

Source: Centre palestinien des droits humains, Gaza, Palestine: www.pchrgaza.org
Ref: 29/2011

SOLIDARITÉS ARABES

La mise en garde saoudienne à Obama

Corine Lesne (Blog lemonde.fr) 12 juin 2011

Quand il intervient dans les médias, c'est généralement avec un message très pointu : le prince Turki Al-Fayçal, fils du feu roi Fayçal, ancien ambassadeur saoudien à Washington, et ancien chef, surtout, des services secrets saoudiens, publie ce dimanche dans le Washington Post une tribune sur le conflit israélo-palestinien qui comporte des menaces à peine voilées.

Selon le prince saoudien, l'administration Obama fait une faute grave si elle met son veto à la reconnaissance de l'Etat palestinien à l'ONU en septembre, comme l'a clairement fait comprendre Barack Obama dans son discours du 19 Mai en indiquant que Washington « s'opposera » aux efforts pour « délégitimer » Israël.

« Il s'ensuivra de désastreuses conséquences pour les relations américano-saoudiennes, si les Etats-unis opposent leur veto à la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU. »(*)

L'ex-ambassadeur réfute l'argument ressassé par les Américains selon lequel ce n'est pas l'ONU qui peut créer un Etat

(mais la négociation). Il rappelle que la création de l'Etat d'Israël en 1947 a été avalisée par l'ONU.

« Pourquoi les Palestiniens ne jouiraient-ils pas des mêmes droits que les Nations Unies ont accordés à l'Etat d'Israël lors de sa création en 1947 ? » (*)

Le prince annonce que le Royaume saoudien compte utiliser « sa considérable puissance diplomatique » (comprenez : money) pour soutenir la quête palestinienne de reconnaissance internationale à l'ONU. Si les Américains pensent qu'Israël est un allié indispensable, ils vont bientôt s'apercevoir que d'autres acteurs dans la région ne sont pas moins indispensables, prévient-il. Au premier chef, « la rue arabe ».

« Les dirigeants américains ont longtemps qualifié Israël d'allié "indispensable". Ils vont bientôt apprendre qu'il y a d'autres joueurs dans la région – dont le moindre n'est pas la rue arabe – qui sont autant, si ce n'est plus, "indispensables". » (*)

Réaction d'autodéfense d'un régime qui se sent menacé par le Printemps Ara-

be ? Qui s'est senti quelque peu visé par l'évolution de la diplomatie américaine, même si Barack Obama n'a pas prononcé le nom de l'Arabie Saoudite dans son discours ? Qui espère « sauver » sa légitimité en ralliant autour de lui les défenseurs de la cause palestinienne ? Quoi qu'il en soit, on sent la colère dans le texte. Si l'administration Obama a accueilli fraîchement l'initiative française d'une conférence internationale sur la Palestine, pour éviter le séisme de l'automne sur la reconnaissance, elle va peut-être réexaminer ses positions... En 1967, poursuit le prince, les Arabes ont dit non à la paix. Et ils ont eu « ce qu'ils méritent ». Maintenant ce sont les Israéliens qui disent non, accuse-t-il. Avant d'ajouter : « Je préférerais ne pas être là quand ils auront ce qu'ils méritent... »

Source :

<http://clesnes.blog.lemonde.fr/2011/06/12/palestine-la-mise-en-garde-saoudienne-a-obama/>

publié le lundi 13 juin 2011.

(*) Nous avons pris la liberté de traduire les citations, en anglais dans le blog original - ndlr

Les Egyptiens n'oublient pas la Palestine

Dans leur combat contre l'oppression, les Egyptiens n'oublient pas leurs frères palestiniens et ils viennent de donner un signal fort, en descendant à plus d'un million dans les rues du Caire la semaine dernière pour exprimer leur colère contre le blocus de Gaza, et l'occupation israélienne.

Rassemblement massif anti-Israël au Caire

Par Press TV, 17 avril 2011

Plus d'un million de manifestants égyptiens se sont rassemblés place Tahrir, au Caire, le 8 avril, pour exiger de leurs dirigeants militaires qu'ils abandonnent Israël et lèvent le blocus sur la Bande de Gaza assiégée. Les protestataires ont exprimé leur colère contre Tel Aviv en brûlant le drapeau israélien et en exigeant la libération de la Palestine.

Ils ont promis de rester aux côtés des Gazaouis, qui souffrent sous les attaques israéliennes et de quatre années d'un siège étouffant.

De nombreux manifestants se sont dirigés vers l'ambassade des États-Unis pour protester contre les attaques meurtrières d'Israël contre Gaza. Ils ont déchiré le drapeau israélien puis ont essayé d'accrocher le drapeau palestinien sur l'ambassade israélienne.

Les manifestants ont également exigé que les responsables ayant appartenu à l'ancien régime - principalement le président déchu

Moubarak et sa famille, soient poursuivis en justice.

Sous Moubarak, le régime égyptien servait les intérêts d'Israël en l'aidant et en gardant le silence sur les assassinats des Gazaouis. L'Égypte a imposé un blocus de Gaza depuis que le gouvernement Hamas démocratiquement élu a pris le contrôle du territoire en 2007. Depuis lors, Israël a imposé un blocus étouffant sur le territoire qui est à l'origine d'une crise humanitaire.

L'important parti politique égyptien des Frères Musulmans a récemment demandé que le Conseil suprême des forces armées agisse pour briser le siège de Gaza.

Les partis politiques d'Égypte disent que le blocus de Gaza sert les intérêts d'Israël et des États-Unis et menace la stabilité et l'indépendance régionales.

Pendant ce temps, des responsables israéliens ne cessent de menacer de lancer une nouvelle offensive massive contre Gaza. Ils ont dit que cette attaque pourrait même être plus destructive et meurtrière que celle de fin 2008-début 2009, qui a tué 1.400 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants.

JR/HGH/MMN

(Traduction : MR pour ISM)

<http://www.ism-france.org/temoignages/Rassemblement-massif-anti-Israel-au-Caire-article-15392>

CAPJPO-EuroPalestine

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Un bateau international va sillonner les eaux palestiniennes

Civil Peace Service Gaza, mercredi 20 avril 2011

Ce bateau s'assurera que les droits de l'homme sont respectés dans les eaux palestiniennes.

Mercredi 20 avril, l'Oliva, un bateau de surveillance des droits de l'homme affrété par une équipe internationale prendra la mer à partir de la ville de Gaza.

L'équipage du Service de la Paix Civile qui sera composé de citoyens espagnols, états-unis, italiens et belges, accompagnera les pêcheurs de Gaza dans les eaux palestiniennes. Les violations du droit international seront constatées et enregistrées. Les données relevées et les enregistrements vidéos effectués seront diffusés.

Vittorio Arrigoni, le militant des droits de l'homme assassiné, s'était investi dans la préparation de ce projet et c'est la raison pour laquelle il y aura une commémoration à la fin de la conférence de presse. Comme Vik avait aussi participé au choix du nom du bateau et avait souhaité qu'il ne porte pas le nom d'une personne, il s'appellera « Oliva » comme il l'avait souhaité, et la mission sera aussi effectuée comme il l'aurait souhaité.

Le lancement d'Oliva, un bateau à moteur blanc de 8 mètres de long, marquera le début de la mission du Service de la Paix Civile dans les eaux palestiniennes. Depuis l'opération *Cast Lead (Plomb durci)* l'accès aux

territoires de pêche a été unilatéralement limité par Israël à 3 miles nautiques. Selon les accords d'Oslo la limite des eaux territoriales est 20 miles et cette réduction drastique a provoqué la surexploitation des territoires de pêche et la destruction des stocks de poissons. Les pêcheurs risquent d'être tués par balle, de voir leurs bateaux et leur matériel de pêche confisqués et d'être arrêtés par la marine israélienne qui lance régulièrement des attaques et des incursions dans les eaux palestiniennes.

Selon le Comité International de la Croix Rouge, presque 90% des 4000 pêcheurs de Gaza vivent maintenant en dessous du seuil de la pauvreté, les pauvres vivant avec un revenu de 190 à 100 dollars et les très pauvres (50% d'entre eux en 2008) avec moins de 100 dollars par mois.

Le lancement de l'Oliva est une réponse à cette situation d'extrême vulnérabilité.



De nombreuses organisations internationales soutiennent cette initiative en coopération avec des organisations locales comme le Centre palestinien des droits de l'homme, les comités de coordination des luttes populaires, les comités de l'union des agriculteurs et l'association de pêche et de sports marins.

La situation humanitaire de Gaza, qui s'est détériorée régulièrement depuis le début de l'occupation israélienne en 1967, s'est fortement aggravée dans les dix dernières années. Depuis le début de la Seconde Intifada en 2000 jusqu'à l'escalade actuelle de la violence, les Israéliens ont condamné, par tous les moyens en leur pouvoir, le 1,6 million d'habitants de Gaza - dont plus de la moitié sont des enfants - à une situation d'extrême vulnérabilité.

Le plan fallacieux de désengagement - décidé et mis en oeuvre unilatéralement par Israël - n'a pas permis aux Gazaouis d'échapper au contrôle israélien dans les aspects fondamentaux de leur vie, c'est à dire l'accès à la terre cultivable et aux réserves de poissons, et le droit de se déplacer librement sur le territoire de la bande de Gaza. En 2007, après la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006, Israël a imposé un blocus sans précédent sur la terre, la mer et l'espace aérien de Gaza qui a transformé le territoire en prison à ciel ouvert.

Le 27 décembre 2008, sans sommations, les forces israéliennes se sont mises à bombarder sauvagement la bande de Gaza dans une opération dont le nom de code était *Cast Lead*. Selon les chiffres cités par le bureau pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), 1'440 Palestiniens ont été tués en trois semaines, dont 431 enfants et 114 femmes. Et 5'380 Palestiniens ont été blessés [1]. Pendant presque un mois, la population de Gaza a subi des bombardements israéliens incessants. Ces attaques, qui

ne visaient pas seulement des cibles militaires mais aussi des infrastructures civiles et des secteurs très peuplés, constituent un cas de punition collective en violation flagrante des Conventions de Genève. La destruction de vies, d'installations médicales et éducatives de première importance et de propriétés privées a laissé Gaza dans une situation vraiment désespérée, qui n'a pas pu être surmontée à cause des restrictions drastiques qui lui sont toujours imposées par Israël.

Après l'attaque illégale et meurtrière sur la Flottille de la Liberté, Israël a annoncé en juin 2010 une série de mesures visant à « alléger » les restrictions. Cependant, comme le note l'OCHA dans son dernier rapport, ces mesures n'ont pas apporté d'amélioration notable à la vie des gens à cause des restrictions vitales qui sont maintenues [2]. Six mois après l'annonce des mesures, l'entrée de matériel de construction n'atteignait que 11% du niveau qu'elle avait avant le blocus. Et l'augmentation infime des importations de nourriture a été annulée par l'augmentation des prix. En février 2011, selon les projections de l'OCHA dans son édition mensuelle du Humanitarian Monitor, près de 54% des familles de Gaza ne savaient pas ce qu'elles allaient manger et selon la UNRWA le chômage avait atteint le score stupéfiant de 45,5% [3].

Le contrôle israélien sur les ressources vitales de Gaza a aussi été institué sur la mer. Les eaux territoriales palestiniennes ont été progressivement réduites de 20 miles nautiques selon les accords d'Oslo aux 3 miles nautiques que la marine israélienne impose aujourd'hui par les armes. Cette limitation a encore aggravé les difficultés de l'industrie de la pêche de Gaza qui faisait vivre 4000 personnes à la fin de 2010 [4].

A Gaza, la plus grande partie des profits de la pêche vient traditionnellement de la sar-

dine. Mais comme les bancs de sardines se trouvent au-delà de la limite des 3 miles nautiques, leur pêche a baissé de 72% [5]. Si l'on considère que les poissons adultes se trouvent aussi principalement au delà de cette limite, la pêche dans la zone autorisée est forcément infiniment moins abondante et, qui plus est, elle détruit les nouvelles générations de poisson menaçant de la sorte la reproduction et la pérennité des réserves poissonnières déjà surexploitées. De plus, les pannes fréquentes d'électricité, le manque de carburant et le manque de pièces détachées causés par le siège israélien de Gaza mettent en danger l'environnement marin et la survie des pêcheurs en empêchant le bon fonctionnement des usines de traitement des eaux usées qui traitent chaque jour d'énormes quantités d'eaux usées sur les côtes de Gaza.

Selon le centre Al Mazan des droits de l'homme basé à Gaza, à cause de cette détérioration, les pêcheurs forment un des groupes les plus pauvres de Gaza; à la fin de 2010, 90% d'entre eux vivaient sous le niveau de la pauvreté, pour 50% en 2008 [6].

En plus d'avoir à se contenter de pêches de plus en plus maigres, les pêcheurs sont constamment menacés par les forces armées israéliennes déployées dans les eaux territoriales palestiniennes. Selon les rapports d'Al Mazan, entre mai 2009 et novembre 2010, l'armée israélienne a attaqué 53 fois les pêcheurs. Deux pêcheurs ont été tués et au moins sept blessés; 42 pêcheurs, dont deux enfants, ont été arrêtés et 17 bateaux de pêche ont été confisqués et détruits avec leur équipement et leurs filets.

Les attaques israéliennes ont pour but de restreindre l'accès des pêcheurs palestiniens à la mer, leur lieu de travail. Selon Oxfam, en pratique, l'accès est parfois restreint par les forces militaires israéliennes à seulement un mile nautique, ce qui représente 15% des

eaux territoriales palestiniennes [7]. Les attaques contre les pêcheurs constituent une des innombrables violations du droit international auxquelles se livre Israël dans la bande de Gaza. Les attaques israéliennes violent le droit des pêcheurs à la vie, à la sécurité et à la sauvegarde personnelle. Le harcèlement des pêcheurs et la destruction de leurs biens - leurs ports, leurs bateaux et leur matériel de pêche - constituent de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Les forces israéliennes intensifient périodiquement leurs attaques : selon OCHA, les forces navales israéliennes ont ouvert le feu sur des bateaux palestiniens à six occasions différentes rien qu'entre le 16 et le 29 mars.

Notes :

1. UN OCHA, Field Update on Gaza from the Humanitarian Coordinator : 3-5 February 2009 (pdf)
2. UN OCHA, « Special Focus : Easing the Blockade, Assessing the Humanitarian Impact on the population of the Gaza Strip », March 2011 (pdf)
3. UN OCHA, Monthly Humanitarian Monitor, February 2011 (pdf) ; UNWRA's representative statement, February 2011 (link)
4. Al Mezan Center for Human Rights, « Fact Sheet: Gaza Fishermen: Life with Poverty, Harassment and Suffering », November 2010 (pdf)
5. UN OCHA, « Fact sheet: Farming without Land, Fishing without Water: Gaza Agriculture Sector Struggles to Survive », May 2010 (pdf)
6. Al Mezan Center for Human Rights, « Fact Sheet: Gaza Fishermen: Life with Poverty, Harassment and Suffering », November 2010 (pdf) Oxfam, weekly update, 30 January - 5 February 2011 (pdf)
7. UN OCHA, « Protection of civilians, weekly report, 16-29 March 2011 » (pdf)

Des nouvelles des opérations Boycott

Dans le cadre du mouvement BDS lancé fin 2010 et suite à une première « Flash Mob » à la Coop de Grancy, les « activistes » lausannois se sont lancés dans deux nouvelles interventions visant à chaque fois à informer et sensibiliser les consommateurs sur l'origine des produits en provenance d'Israël et dans le même temps rappeler aux commerçants les règles éthiques de base tant qu'Israël ne respecte pas le droit des Palestiniens à disposer d'eux même et de leur territoire.

Le 8 avril, une « Flash Mob » à la Migros des Bergières à Lausanne s'est déroulée dans un climat bon enfant avec une interpellation très polie du gérant qui nous a laissé finir notre opération sans intervenir bruyamment. Cette action nous a permis d'obtenir des signatures supplémentaires sur notre pétition et quelques échanges positifs avec les clients.

Le 7 Mai à la Migros de Renens ce fut un autre accueil. Le gérant fort mécontent devant notre peu d'empressement à quitter son magasin où nous défilions très pacifiquement, nous a fait cueillir par la police qui nous a « malencontreusement » aspergés de poivre. L'endroit étant clos, la réaction allergique ne s'est pas faite attendre aussi bien des militants que du public (enfants compris) qui se trouvaient sur place. Nous voilà interdits de séjour dans cette Migros, mais finalement la relation de cet épisode qui en a été faite dans 20mn quelques jours après nous a fait

une publicité que le gérant de Migros n'imaginait sans doute pas.

Le printemps a vu « fleurir » sur les étals des pommes de terre nouvelles en provenance d'Israël alors que les paysans Suisses recevaient de leurs syndicats des recommandations de garder en terre le plus longtemps possible leur production précocement mûrie cette année... en attendant que les étals se vident des stocks présents... Il est étrange que les agriculteurs suisses ne se révoltent pas contre cette étrange « balance commerciale » ! Nous avons encore du travail à faire dans cette direction.

D'autres actions sont en gestation, n'hésitez pas à vous manifester auprès de nous si vous souhaitez vous joindre à nous à l'occasion.

Marie-Ange Christophel

Al Qods: le martyr Melad Said Ayyash

Al Qassam Website, 15 mai 2011

Vendredi dernier après-midi, après la prière du vendredi, de violents affrontements entre jeunes Palestiniens et les forces israéliennes d'occupation [FIO] ont éclaté dans la banlieue et les villages autour de Jérusalem Est occupée [Al Qods]. Un jeune Palestinien a été assassiné par les FIO.

Les sources médicales palestiniennes de l'hôpital Al Makkased dans la partie occupée de Jérusalem ont rapporté que Melad Said Ayyash, âgé de 17 ans, était décédé samedi à l'aube des suites des blessures subies après avoir été touché la veille par les tirs des FIO lors de violents affrontements près de Silwan.

Des sources locales ont déclaré qu'à la suite de ces violents affrontements ayant éclaté entre les habitants de la ville sainte et les troupes d'occupation, déployées en grand nombre autour de la ville, de nombreux fidèles voulant se rendre à la mosquée Al-Aqsa ont été arrêtés par les FIO.

Les mêmes sources ont également indiqué que les fidèles ayant été empêchés d'atteindre la mosquée, dans un acte de défi, ont fait la prière du vendredi dans les rues de la ville sainte. Par la suite, des protestations et des affrontements avec les forces d'occupation, en particulier dans les banlieues de Tur, Silwan, et Eisaweyya et au checkpoint de Qalandia se sont produits.

Les FIO ont tiré à balles réelles et lancé des bombes lacrymogènes en direction des manifestants, assassinant un des jeunes protestataires, blessant un certain nombre d'habitants de Jérusalem et provoquant des difficultés respiratoires chez d'autres.

Des témoins ont également rapporté que des soldats des troupes d'occupation s'étaient habillés en Arabes et avaient arrêté des jeunes gens qui participaient aux manifestations.

Jeudi soir, la police israélienne a kidnappé le cheikh Ali Abu Sheikhah, conseiller du mouvement islamique dans les territoires palestiniens occupés, alors qu'il revenait de Jérusalem en compagnie de Cheikh Raed Salah, chef du mouvement islamique. Il est accusé d'incitation à la révolte car il a appelé les Palestiniens à tenir des I'tikaf (séjour de prière dans une mosquée, en refusant d'en sortir) dans la mosquée al-Aqsa.

La police des forces d'occupation prévoit d'étendre sa détention pendant six jours de plus pour mener des interrogatoires.

15 mai 2011 - Al Qassam Website

Source: <http://www.qassam.ps/news-4520-Pale...>

Traduction: Info-Palestine.net

Awarta ou la vengeance infondée d'Itamar

Awarta , petite bourgade palestinienne de 6000 habitants, situé à 8 km de Naplouse, est depuis peu l'objet de toutes les attentions de l'armée d'occupation israélienne (IOF- Israeli Occupation Forces). La vallée d'Awarta est riche, propice à une agriculture variée et par conséquent très convoitée par Israël. Des colonies illégales ont poussé tout autour de Naplouse sur des terres volées aux villages palestiniens de la région. Itamar est l'une de ces colonies, construite sur 4000 acres (1.600 hectares) de terres appartenant au village d'Awarta. Un millier de colons, qui figurent parmi les plus dangereux et les plus fanatiques de la Cisjordanie, s'y sont installés et harcèlent violemment les habitants des villages avoisinants, allant jusqu'à tuer, en toute impunité. Itamar est un véritable camp fortifié, protégé par un important contingent militaire et des gardes de sécurité. Une zone tampon la sépare du reste du monde, deux rangées de barbelés en lame de rasoir l'entourent ainsi qu'une clôture électrifiée, des détecteurs et des caméras automatiques complètent la panoplie sécuritaire.

Une famille de colons de cinq personnes, dont trois enfants, a été assassinée en mars dernier à Itamar. Selon les autorités israéliennes, deux jeunes gens d'Awarta de 19 et 18 ans, auraient commis ce forfait. Un des deux venait de subir une intervention chirurgicale qui rendait très difficile une longue marche. Ces deux adolescents auraient donc franchi

la zone tampon, les fils barbelés en lame de rasoirs, la clôture électrifiée, évité les gardes de sécurité, les militaires, les détecteurs et les caméras. Ils auraient assassiné toute la famille sans que personne n'entende le moindre bruit puis seraient sortis de la colonie tranquillement, ni vu ni connu, et repris leurs activités normales le lendemain. De vrais professionnels du grand banditisme ! Mais de qui se moque t-on ? Ils auraient avoué paraît-il. Pour qui connaît les méthodes de l'armée israélienne pour rendre coupables des innocents, leurs aveux ne sauraient surprendre. Pour redorer encore un peu plus son blason de colonisateur brutal, Israël, en représailles, a arrêté 300 personnes, saccagé des structures civiles et des maisons du village, ce qui représente une punition collective à l'encontre de toutes les résolutions de l'ONU et de la 4ème Convention de Genève. La gloutonnerie d'Israël en matière de vols de terres palestiniennes n'a pas son pareil car il faut s'attendre à ce que suite à ces malheureux événements, des terres du village soient encore confisquées.

En fait, le coupable pourrait être un travailleur thaïlandais employé par cette famille qui n'aurait pas payé les émoluments qui lui étaient dûs. Mais cette piste ne semble pas avoir intéressé les autorités israéliennes qui s'en tiennent toujours à la version la plus improbable des deux adolescents du village d'Awarta et refusent toute enquête indépen-

dante. Pendant ce temps ces deux jeunes croupissent en prison sans avoir accès à un avocat et sans pouvoir recevoir des visites de leurs parents. Une injustice de plus à mettre au compte du gouvernement israélien.

Caroline Finkelstein 10.05.11



information reprise d'un courriel de Mazin Qumsiyeh du 29 avril 2011

on peut s'abonner au courriel hebdomadaire (en anglais) de Mazin Qumsiyeh à l'adresse : <http://lists.qumsiyeh.org/mailman/listinfo/humanrights>

Manifestations: Israël réprime dans le sang les commémorations de la « Nakba »



Au moins douze personnes ont été tuées et des centaines blessées par des tirs israéliens dimanche.

Ces violences ont eu lieu alors que des milliers de réfugiés palestiniens manifestaient dans les zones frontalières du Liban, de la Syrie, mais aussi à Gaza et en Cisjordanie, pour commémorer la « Nakba », qui désigne l'exode de leur

peuple après la création de l'Etat d'Israël en 1948.

« Il est regrettable que des extrémistes prennent prétexte de l'anniversaire de la création de la démocratie israélienne pour répandre la haine », a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Graves incidents à la frontière israélo-libanaise

Les incidents les plus graves ont eu lieu à la frontière entre l'Etat hébreu et le Liban, où dix personnes sont mortes et 112 ont été blessées. Des milliers de réfugiés palestiniens s'étaient rassemblés à Maroun ar-Ras, côté libanais, à un kilomètre de la frontière israélienne. En dépit des mesures prises par l'armée libanaise, qui accompagnait la manifestation, la tension est montée d'un cran lorsque des dizaines de jeunes ont franchi le cordon sécurité et ont commencé à lancer des pierres en direction des soldats israéliens. Selon l'armée libanaise, Tsahal (ndlr, l'armée israélienne) a réagi en tirant sur les manifestants.

Pour la première fois depuis 1973, le plateau du Golan, région du sud-ouest de la Syrie occupée par Israël, a également été le théâtre de violences meurtrières. Selon des médecins, deux protestataires ont été tués et quatre grièvement blessés. L'armée israélienne a accusé le pouvoir syrien d'avoir « organisé » la manifestation « pour tenter de détourner l'opinion mondiale de ce qu'il se passe dans ses villes » et elle qualifié cet acte de « très grave ».

Manifestations à Gaza et en Cisjordanie

Dans le nord de la bande de Gaza, plus de 90 Palestiniens ont été blessés par des tirs de l'armée lors d'une marche en

direction du terminal frontalier israélien d'Erez. Un jeune Palestinien a par ailleurs été tué par des tirs israéliens à l'est de la ville de Gaza, selon des sources médicales qui n'ont pas été en mesure de préciser si sa mort était liée aux manifestations de la « Nakba ».

La commémoration annuelle de la « Nakba » a aussi été marquée par de nombreux incidents en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est annexée, depuis vendredi, où un Palestinien de 16 ans est mort après avoir été atteint d'une balle dans le ventre. En Cisjordanie, au moins 17 Palestiniens ont été blessés lors de heurts violents au poste de contrôle de Kalandia, à l'entrée de Jérusalem, et neuf autres à Hébron.

LeParisien.fr , 15.05.2011

Israël commémore la Nakba en assassinant les Palestiniens

D'après Al Jazeera, 16 mai 2011

Le jour de la commémoration de la Nakba par les Palestiniens, plusieurs d'entre eux ont été assassinés et des dizaines d'autres blessés dans la bande de Gaza, sur les hauteurs du Golan, à Ras Maroun au Liban ainsi qu'en Cisjordanie.

La « Nakba » est le terme par lequel les Palestiniens se réfèrent à la fondation de 1948 de l'Etat sioniste, moment où plus de 700 000 Palestiniens ont été chassés de leur patrie suite à la déclaration d'indépendance d'Israël.

Au moins un Palestinien a été tué et 80 autres blessés dans le nord de la bande de Gaza lorsque les troupes israéliennes ont ouvert le feu sur une marche d'au moins 1000 personnes qui se dirigeait vers le passage d'Erez entre la bande de Gaza et Israël.

Un groupe de Palestiniens, dont des enfants, manifestant à l'occasion de la « Nakba » ont été pris pour cible par l'armée israélienne après avoir traversé un poste de contrôle du Hamas et en entrant dans ce qu'Israël appelle



une « zone tampon » - une zone vide entre les points de contrôle où les soldats israéliens tirent à vue sur toute personne qui s'y trouve, a rapporté Nicole Johnston d'Al Jazeera depuis la ville de Gaza dimanche.

« Nous apprenons à l'instant qu'une personne a été tuée et 80 autres ont été blessées », a dit Johnston.

« Il y a environ 500 à 600 jeunes palestiniens qui se sont rassemblés au point de passage d'Erez. Ils n'ont pas pour habitude de marcher jusqu'à la frontière. Il y a eu des tirs intermittents venant du côté israélien durant les deux dernières heures. »

« Le Hamas nous a demandé d'abandonner la place. Ils tentent d'éloigner les gens de la frontière israélienne. Ils disent qu'avoir vu tant de gens venir jusqu'à la frontière indique un changement dans la région. »

Au sud de Tel-Aviv, un Israélien a été tué et 17 ont été blessés lorsqu'un chauffeur arabe israélien a percuté avec son camion un certain nombre de véhicules sur une des routes principales de la ville. Il est difficile de savoir si cet accident est lié aux assassinats commis par les forces israéliennes d'occupation ces derniers jours...

Affrontements en Cisjordanie

Une des manifestations les plus marquantes a eu lieu près du camp de réfugiés de Qalandiya et de point de contrôle du même nom, le principal checkpoint entre la Cisjordanie et Israël, où environ 100 manifestants ont défilé, rapporte Nisreen El-Shamayleh d'Al Jazeera depuis Ramallah.

Certaines blessures ont été provoquées par des bombes lacrymogènes tirées sur les manifestants, nous dit El-Shamayleh.

De petits affrontements ont été signalés dans différents quartiers de Jérusalem-Est et dans les villes en Cisjordanie, entre des Palestiniens jetant des pierres et les forces israéliennes d'occupation.

Au moins 20 arrestations [enlèvements] ont eu lieu dans le quartier de Jérusalem-Est d'Issawiyah, alors que les Palestiniens lançaient des pierres et des cocktails Molotov sur la police israélienne des frontières.

Au moins 70 personnes ont été kidnappées à Jérusalem-Est pendant les manifestations de la Nakba qui ont commencé ce vendredi, deux jours avant l'anniversaire du 15 mai.

Les tensions ont augmenté d'un cran un jour plus tôt après qu'un jeune garçon âgé de 17 ans, ait été assassiné par balles durant les affrontements de vendredi à Silwan, un autre quartier de Jérusalem-Est.

« Palestiniens assassinés »

Pendant ce temps, la télévision d'Etat syrienne a indiqué que les forces israéliennes ont assassiné quatre citoyens syriens qui avaient pris part à une manifestation anti-israélienne ce dimanche du côté syrien du plateau du Golan sous occupation.

La radio de l'armée israélienne a dit plus tôt que des dizaines de manifestants ont été blessés ou tués lorsque les réfugiés palestiniens du côté syrien de la frontière du Golan ont tenté de franchir la barrière de la frontière.

Il y a également des informations disant que les tirs israéliens ont tué jusqu'à 10 personnes et blessé des dizaines d'autres dans la ville libanaise de Ras Maroun, à la frontière sud avec Israël.

Matthew Cassel, un journaliste dans la ville, a déclaré à Al Jazeera qu'il a vu au moins deux morts parmi les réfugiés palestiniens.

« Des dizaines de milliers de réfugiés ont défilé à la clôture de la frontière pour réclamer leur droit de retourner [dans leur patrie] et ils ont été accueillis par les tirs des soldats israéliens, » a-t-il dit.

« Beaucoup ont été tués. Je ne sais pas combien, mais j'ai vu de mes propres yeux un certain nombre de gens évanouis, des blessés, et au moins deux morts. »

« Maintenant, l'armée libanaise a pris place, les gens sont en cours de repartir en arrière vers la montagne pour échapper à l'armée. »

« Mettre fin au projet sioniste »

Plus tôt ce dimanche, Ismail Haniyeh, Premier ministre du Hamas dans Gaza, a réitéré l'appel de groupe à la fin du projet sioniste en Palestine.

S'adressant aux fidèles musulmans dans la ville de Gaza dimanche, Haniyeh a déclaré que « les Palestiniens ont marqué cette année la Nakba avec le grand espoir de mettre un terme au projet sioniste en Palestine. »

« Pour atteindre nos objectifs dans la libération de notre terre occupée, nous devons avoir une véritable direction, » a dit Haniyeh, en se félicitant de l'unité récente avec son rival, le Fatah, l'organisation politique qui contrôle la Cisjordanie sous la direction de Mahmoud Abbas.

Pendant ce temps, une sirène longue de 63 secondes sonnait midi en commémoration du 63e anniversaire de la Nakba.

Beaucoup ont trouvé refuge dans les pays voisins du Liban, de Jordanie, d'Égypte et ailleurs. Un grand nombre d'entre eux continuent à vivre dans des camps de réfugiés.

Quant aux 160 000 Palestiniens restés dans ce qui est maintenant le territoire israélien et qui sont connus sous le nom d'Arabes israéliens, ils sont aujourd'hui près de 1,3 million personnes, soit environ 20 pour cent de la population d'Israël.



Plus de 760 000 Palestiniens devenus des réfugiés - aujourd'hui estimés à 4,7 millions avec leurs descendants - ont été chassés de leur patrie lors du conflit qui a suivi la création d'Israël.

15 mai 2011 - Al Jazeera

Source: <http://english.aljazeera.net/news/>

Traduction : Info-Palestine.net

Démolitions et déplacements de population dans la Vallée du Jourdain

Ce matin [21 juillet 2011] à six heures, plusieurs véhicules de l'administration civile israélienne ainsi que deux bulldozers sont entrés dans la communauté bédouine de Al Hadidya. Ils ont procédé à la démolition de sept tentes de résidence et dix-huit abris pour animaux ainsi que quatre cuisines en plein air. Trente-deux personnes sont sans abris.

Cette démolition fait suite à une importante vague de démolitions dans toute la vallée. Elles visent à déplacer les quelques villages [palestiniens] qui y sont encore installés. La situation dans la Vallée du Jourdain est l'une des plus préoccupante de Cisjordanie.

Pour toute information et soutien, contacter l'association « Jordan Valley Solidarity » : <http://www.jordanvalleysolidarity.org/>

Lire l'article: Israel plans to give illegal colonies control over Dead Sea



Contact : khadeer.jvs@gmail.com
(Information transmise par « Peace Watch Switzerland », www.peacewatch.ch)

INTERVIEWS

En finir avec l'impunité pour les crimes de guerre commis à Gaza et levée du blocus intégral

Stéphane Hessel

Nous avons eu le grand plaisir d'accueillir respectivement le 13 mars à Genève et le 15 mars 2011 à Lausanne Stéphane Hessel et Michel Warschawski. Les meetings ont été très suivis et ont eu une très grande audience dans les deux villes. Les salles étaient combles.

P. Iselin : *Stéphane Hessel, vous êtes venu à Lausanne en octobre 2009 pour nous parler de la Palestine et du Tribunal Russel. Qu'est-ce qui a changé depuis ?*

Stéphane Hessel : Vous vous intéressez comme moi à une cause qui devrait mobiliser tous les défenseurs de la personne humaine, c'est la cause de la Palestine. Pour le comprendre dans sa complexité, ce problème est devenu un des boulets aux pieds de la conscience mondiale. La mobilisation, bien que très large, a jusqu'ici gravement échoué. Les gouvernements israéliens ont poursuivi leurs attaques contre le peuple palestinien et ont violé le droit international. Jusqu'ici la communauté internationale, malgré les textes adoptés, n'a pas réussi à démonter l'obstruction des défenseurs de ce gouvernement. Leur obstruction systématique à ce qui devrait



aboutir à une paix juste suscite notre indignation

C'est dans ce sens-là que vous avez écrit « Indignez-vous » ?

Oui, je pense que ce petit livre tiré à plus d'un million 800 000 exemplaires et traduit en 20 langues, bientôt en arabe, permettra de redonner un élan et de réveiller la conscience du plus grand nombre sur ce drame humain.

Ce texte dépasse d'ailleurs la seule question de la Palestine. Il remet en question la confiance des peuples à l'égard de leurs gouvernements. Il existe actuellement un manque de confiance dans les pays arabes, mais aussi en France, en Suisse. Partout, on a le sentiment d'être mal gouverné. On

est en pleine déstabilisation mondiale.

Faites-vous confiance aux Nations-Unies ?

Dans quelques jours, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'organe que nous avons créé progressivement au cours des décennies pour être le défenseur des droits de la personne humaine, va avoir à se prononcer sur le rapport Richard Goldstone, qui a été rédigé directement après l'opération Plomb durci en janvier 2009. Ce rapport devrait donner lieu à une condamnation sans réserve du gouvernement israélien. Pouvons nous penser que le Conseil des droits de l'homme aura le courage d'envoyer ce rapport au Conseil de sécurité ? Cette action est toujours en attente. Au Conseil de sécurité, un des cinq membres, les Etats-Unis, s'oppose à cette démarche.

Nous devons plutôt compter sur nos propres forces ?

Nous devons rester conscients que nous pouvons faire pression sur le gouvernement israélien. Une pression que nous pouvons exercer, c'est de nous engager pour la campagne boycott, désinvestissement, sanctions.

De plus, nous vivons un moment particulier et décisif de l'histoire de la Méditerranée.

Nous assistons à une révolte qui s'est passée de façon exemplaire, autant en Tunisie qu'en Egypte. Ces deux peuples se sont débarrassés de leur dictateur, cela peut être un signe. La preuve est apportée par là qu'un peuple qui était sous un joug peut s'en débarrasser. Nous vivons une situa-

tion inacceptable. Ce n'est pas facile, mais c'est un moment décisif et cela finira par l'emporter sur une obstination meurtrière.

La rencontre d'aujourd'hui organisée par le Collectif Urgence Palestine est située dans un moment particulièrement important. Nous ne pouvons pas rester seulement spectateurs, nous nous devons nous dire que quelque chose doit se débloquer dans cette partie du monde.

Vous étiez récemment sur le terrain à Gaza...

Je suis allé à cinq reprises à Gaza entre 2007 et 2010 et ce que j'y ai vu justifie clairement mon indignation. Nous sommes rentrés de là-bas en octobre dernier, en 2010. Nous avons fait plusieurs constats : d'abord que le peuple gazaoui est composé à 75 % de réfugiés vivant dans les camps de l'UNWRA. Ce sont une quantité de Palestiniens qui depuis longtemps ne sont plus chez eux, qui rêvent de retourner dans leurs villages dont ils ont gardé le souvenir et qui se trouve maintenant quelque part en Israël. Ces gens-là représentent une lourde responsabilité pour les administrateurs de l'UNWRA. Nous avons rencontré le principal d'entre eux qui fait un travail remarquable. Il enseigne aux jeunes Palestiniens, du fait que l'UNWRA gère 280 écoles. Il leur donne des cours sur les droits de l'homme et il leur fait aussi des cours sur la Shoah. Il leur apprend ce qu'a été la destruction des Juifs par les nazis. C'est courageux de la part de ces enseignants de l'UNWRA et ils nous disent : Gaza est dirigée par un homme qui est du Hamas. (ndlr Haniyeh)

Naturellement des pressions s'exercent sur cet homme pour une plus grande islamisation de la société. Nous l'avons rencontré et il affirme que son intention est une intention nationale, qu'il veut un Etat palestinien et que selon lui, cet Etat ne devrait pas être un Etat islamiste. Langue de bois peut-être, mais c'est quand même intéressant. Ce qui reste merveilleux à Gaza, c'est le courage d'une population qui a été démolie durant l'offensive de 2008-2009, d'une façon scandaleuse; voir de nouveau le rapport Goldstone. Malgré cela ils sont formidablement actifs. Ils déblaient tout ce qui est déblayable pour que la ville de Gaza reste propre, ils s'alimentent par des centaines de tunnels pour qu'on puisse continuer à y vivre. C'est une population remarquable. Le jour où elle retrouvera le contact amical avec le Fatah et avec la Cisjordanie, elle jouera, j'en suis sûr, un rôle très fort dans la Palestine de demain.

Ma femme et moi, nous pouvons vous rapporter que nous avons été en contact avec une population courageuse, un peuple qui est prêt à retrouver son unité qui a été détériorée par l'occupant lui-même, et qui peut être capable de développer son intérêt pour une solution qui lui permettrait de vivre normalement, une fois le blocus levé.

Vous vous faites peu d'illusions sur des négociations possibles avec le gouvernement israélien ?

Aujourd'hui, le gouvernement conservateur de Netanyahu s'isole de plus en plus et contribue largement à une prise de position d'apartheid xénophobe, tout en re-

fusant de négocier avec le gouvernement palestinien.

Ce gouvernement est isolé sur la scène internationale. A part quelques courageux opposants sur le plan interne et un mouvement engagé JCall, groupement de la diaspora juive qui prend ses distances avec le gouvernement israélien, le gouvernement actuel s'enfonce de plus en plus dans l'obstination et la répression sur le terrain. Heureusement, certains gouvernements sud-américains revendiquent aujourd'hui une reconnaissance de l'Etat palestinien. La situation est donc aujourd'hui un peu moins bloquée que ces 40 dernières années. L'opinion publique internationale peut s'engager et permettre un petit progrès en faveur d'une Terre de paix.

Interview réalisé le 15 mars 2011 à Lausanne par P. Iselin

Les peuples n'existent pas, ou plutôt ils existent toujours, en ce qui concerne le Proche Orient, sous forme de menace.

Interview de Michel Warschawski, par Pierrette Iselin

Pierrette Iselin. Comment réagit le peuple israélien vis à vis du printemps arabe ?

M.Warschawski. Il existe un immense fossé entre la réaction face à ce merveilleux printemps arabe et la réaction dans notre pays en Israël. Le monde entier a réagi face à ce merveilleux printemps arabe et, en Israël, on a été surpris par la facilité avec laquelle ces régimes qui semblaient éternels sont tombés. Tout le monde a été surpris dans tous les pays du monde. D'une façon générale, très rapidement l'opinion publique internationale a exprimé son enthousiasme, sa joie face à cette récupération par les peuples arabes de leur propre pays et de leurs libertés au pluriel, liberté de la parole, liberté de s'exprimer et de dire ce qu'ils veulent et aussi ce dont ils ne veulent plus. En Israël, par contre, on a été gênés par ce qui se passe. Nos dirigeants politiques mais, disons-le honnêtement, notre opinion publique aussi, étaient gênés et préoccupés. Il y a là un élément de déstabilisation. Nous aimons les gouvernements, les gouvernants et si possible des gouvernements autocratiques. On sait à qui on a à faire, que ce soit dans un rapport de guerre ou que ce soit dans un rapport de paix.

Et pourtant Israël prétend avoir les meilleurs services de renseignements du monde.

On peut analyser les intérêts, les objectifs des gouvernements arabes et, pour cela, on a

les meilleurs services de renseignements du monde, qui nous permettent d'adapter notre politique à ces réalités stables apparemment intangibles, mais il y a un facteur que les services de renseignements du monde entier et les nôtres en particulier n'incluent jamais dans leur grille d'analyse, c'est le peuple. Il y a des partis politiques, des dirigeants, des armées, il y a des groupes terroristes. Tout cela, ce sont des éléments qui participent de l'analyse de nos experts et de nos politiques. Les peuples n'existent pas, ou plutôt ils existent toujours, en ce qui concerne le Proche Orient, sous forme de menace. Les peuples forment une entité dangereuse, manipulable, en particulier par tous les intégrismes ou les extrémismes, qu'ils soient religieux ou non.

Pourquoi cette hantise des peuples ?

Lorsque les peuples entrent sur la scène de l'histoire immédiate, ils fascinent ou ils terrorisent. L'ancien ministre travailliste Ben Eliézer avait de nombreux contacts avec Moubarak. Au début des événements en Egypte, il répétait à chaque interview : « *mais pourquoi ils ne tirent pas ? Je ne comprends pas pourquoi ils ne tirent pas.* » Ce faisant, il exprimait une opinion large en Israël et aussi un style, une manière de faire la politique : le peuple bouge, on tire. Les masses sortent dans la rue, on cogne. Après on discute. Après on réfléchit. Après on voit s'il y a des interlocuteurs et de quoi on peut parler avec

ces interlocuteurs.

Israël n'a donc pas participé à ce mouvement de liesse qui a saisi les pays arabes ?

Au lieu de la joie qu'on a pu rencontrer ailleurs, en Israël, ça a été la gêne, la préoccupation et bien au-delà, puisque lorsqu'on parle du tsunami qui a secoué la région, personne ne peut véritablement prédire de quoi notre région aura l'air dans cinq ans. Ce tsunami demande à Israël de revoir sa position. On pouvait s'attendre à ce qu'Israël prenne en compte cette nouvelle situation, où les peuples nous disent clairement ce qu'ils veulent aussi bien que ce dont ils ne veulent plus. Or c'est l'aveuglement total. Parlant de ce tsunami, Ehud Barak nous dit : « il faut nous préparer à la guerre. » C'est sa réponse quand les choses commencent à bouger : « préparons-nous à la guerre. »

Cela se manifeste de quelle façon ?

En Israël, on se dit que si on ne parle pas de nous, c'est qu'il y a quelque chose de louche et qu'un plan secret est en train de se dessiner quelque part, que des forces secrètes manipulent avec beaucoup d'intelligence ces mouvements populaires. On va donc prétexter la présence des Frères Musulmans. Et l'on trouvera derrière ces mouvements la main d'Al Quaida. C'est ce qu'a tout de suite affirmé Nétanyaou, c'est la main d'Al Quaida. Pour nos dirigeants, c'est la main d'Al Quaida et au delà d'Al Quaida, une menace sur la civilisation.

L'administration américaine ne semble pas avoir la même conception.

Heureusement, le discours politique de l'administration américaine a mis de côté cette stratégie du choc des civilisations et donc de la guerre globale préventive et permanente

qui découle de cette philosophie du choc des civilisations. Je crois que le discours du Caire du Président Obama indiquait un bilan critique de cette politique et une option différente qui n'est pas forcément la nôtre, mais qui est différente. En Israël on est dans l'attente du retour de George W. Bush ou de son frère jumeau pour revenir au bon vieux temps de cette guerre globale contre ce qu'on avait appelé le terrorisme.

C'est Netanyaou qui a créé ce concept dans les années 80 déjà, comme concept central de la politique contemporaine : la lutte contre le terrorisme. Lequel, par un glissement sémantique, est devenu le terrorisme islamiste. Et qui est devenu ensuite, par un glissement qui n'était plus sémantique, l'islam en tant que terrorisme. Et le choc des civilisations était là!

Au fond, un monde coupé en deux...

On ne parle plus d'organisations, de mouvements, d'idéologies, mais l'on revient à des millénaires en arrière en considérant un monde coupé en deux avec, à ma gauche, des civilisations, le monde civilisé que l'on dit judéo-chrétien et, en face, les nouveaux barbares qui sont la civilisation musulmane. Heureusement, notre ami Stéphane Hessel a pris l'initiative du dialogue entre ces civilisations. On oublie cela, et pour moi, c'est une des plus belles choses, c'est la réponse indispensable à l'idéologie qu'on a essayé de nous imposer au cours des quinze dernières années et qui bat de l'aile aux Etats-Unis d'Amérique mais qui, en Israël, reste encore extrêmement forte.

Quelle conséquence cette conception d'un monde binaire a-t-elle ?

C'est la construction du Mur.

Cette conception d'un monde binaire avec la civilisation judéo-chrétienne à l'ouest et les

nouveaux barbares, l'Islam, qui commence avec la Palestine, l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, tous les sauvages, aboutit à la construction du Mur entre les deux camps. Le Mur entre Qalqilya et Tulkarem d'un côté, et Kfadarade de l'autre, le mur de l'apartheid qui vise à séparer, non pas à protéger les citoyens israéliens. Ce n'est pas un mur de béton, même s'il a huit mètres de haut, et les citoyens israéliens sont assez conscients pour ne pas croire qu'il va nous protéger. C'est leur droit, à condition qu'on le construise chez soi et pas dans la cour des voisins. Ce mur, bien au-delà de ses prétentions sécuritaires, est un mur qui se veut civilisationnel, celui qui sépare le monde civilisé du monde barbare. C'est un mur de guerre et pas simplement de protection. C'est ce qu'avait été le mur de Berlin, et on a cru trop rapidement et trop naïvement qu'au 21ème siècle, on verrait les murs tomber. Malheureusement, le 21ème siècle commence aussi avec les murs. Et il ne s'agit pas seulement du Mur de Qalqilya en Palestine, c'est aussi le mur de Schengen, c'est aussi le mur au sud Etats-Unis d'Amérique, et c'est un mur obsessionnel que l'on retrouve dans les quartiers des Etats-Unis, de beaucoup de pays européens, et dans les quartiers chics de la grande banlieue de Tel Aviv, qui vient séparer les riches des pauvres. Un mur qui vient protéger les nantis face à ceux qui risqueraient de remettre en question leurs privilèges.

La perception des Israéliens et du gouvernement israélien paraît de plus en plus en décalage par rapport à la réalité qui l'entoure.

Israël semble en porte à faux non seulement par rapport à ce qui se passe dans notre région, mais, ce qui est pire, par rapport à la façon dont les choses sont perçues par l'ensemble des hommes et des femmes de bons sens et de bon cœur à travers la planète. Lesquels, sans forcément être de grands experts,

voient tous qu'il y a quelque chose de bien qui se passe au Proche-Orient, en Egypte et en Tunisie, alors que les Israéliens, eux, pensent qu'il y a quelque chose de bizarre et de dangereux qui s'y passe.

Penses-tu que les choses pourraient changer ?

Je pense, peut-être à cause de cet optimisme que je défends avec acharnement, que chez vous et chez moi, cela peut très rapidement changer. Je rappelle l'immense mobilisation contre la guerre au Liban en 82-85, qui a imposé le retrait du Liban. Je rappelle l'immense mobilisation en 87-90, qui a imposé la reconnaissance de l'OLP et l'ouverture de négociations entre l'Etat d'Israël et le mouvement national palestinien. Mais il y a une précondition à ce basculement indispensable, c'est que les choses changent ou qu'il y ait au moins des indications que les choses vont changer à Washington. La dépendance d'Israël par rapport aux Etats-Unis d'Amérique n'est pas simplement une dépendance au niveau des élites, des institutions de l'Etat et en partie de la sécurité, Israël est un pays qui est 100% dépendant du parapluie sécuritaire américain et de tous les systèmes de défense et autres venant du Pentagone. Washington a été dans le passé et sera, dans un avenir que j'espère proche, le facteur qui permettra de réaliser les espoirs, qui existent dans la société israélienne, que quelque chose change. C'est la conception d'une grosse minorité, voire d'une majorité, ce n'est pas une position marginale. C'est une position que partage au moins la moitié de la société israélienne. Elle souhaite qu'on en finisse avec cette politique d'occupation et de colonisation, qu'on en finisse avec cette politique de guerre – c'est une aspiration à la normalité. On veut être un Etat normal, vivre comme tout le monde, sans aspiration d'extension territoriale coloniale, pour pouvoir, dans un état d'esprit

extrêmement néo-libéral, vivre nos intérêts immédiats. Que nos gosses puissent vivre dans les meilleures conditions possibles et ne pas perdre trois ans de service militaire, qu'on puisse voyager partout et dans la région aussi, et qu'on n'ait pas à se cacher ou à avoir honte de notre identité israélienne.

Pourtant, Obama a dû reculer sur son discours au Caire.

Ce ne sont pas les lobbies pro-israéliens qui ont poussé Obama à reculer de son discours du Caire. C'est beaucoup plus ce sentiment bien calculé que pour forcer le gel de la colonisation, il faudrait faire une telle pression sur les dirigeants israéliens, qui sont les plus à droite qu'on ait eus, que tout le dispositif américain en a été frappé. C'est le chantage de Liebermann et de Netanyahu qui disent à Obama: « Si vous voulez nous obliger, il faudra faire beaucoup de pression et vous risquez d'y perdre. Pour un gain immédiat, vous perdrez un élément stratégique dans la région. » C'est ce qu'a dit Tzipi Livni lors du massacre de Gaza. Elle avait dit à Paris : « nous avons montré au monde entier que nous sommes capables de péter les plombs. » C'est ça, le discours israélien, et je dirai, les pauvres martyrs de Gaza, ils n'étaient pas en eux-mêmes l'objectif, on n'avait rien contre les habitants de Gaza. Le gouvernement israélien devait passer un message comme le père de famille qui doit taper son enfant. On a frappé et on a martyrisé Gaza pour montrer au monde entier que nous sommes capables de péter les plombs. On a montré qu'on était présent, on a démontré à ce nouveau président des Etats-Unis la chose suivante : « attention, Barak Obama, si vous pensez par malheur faire pression sur nous, sachez qu'on est capable de péter les plombs. »

Est-ce que cette situation peut durer ?

A Washington, on ne peut plus attendre. Israël peut devenir un boulet. Le soutien inconditionnel à une politique d'oppression risque de coûter cher aux Etats-Unis d'Amérique et ceci pourrait avoir un effet positif. Il existe un instinct israélien qui peut sentir qu'il y a un changement probable de la politique américaine dans notre région.

La jeunesse arabe a été un élément moteur dans les mobilisations du printemps arabe, qu'en est-il de la jeunesse israélienne ?

C'est l'autre élément d'optimisme. Certains jeunes Israéliens deviennent la base de cette nouvelle génération militante et sont le fer de lance de la mobilisation, bien qu'ils subissent la répression. Je suis fasciné par cette nouvelle génération militante. Pour nous, militants des années 70, il fallait toute une formation. L'action faisait suite à une élaboration qui faisait suite à une formation. Ensuite, il y a eu un trou générationnel. Et tout à coup, une génération extrêmement courageuse s'est retrouvée derrière le Mur. Partout dans le monde, cette génération a dit une chose simple : on ne veut pas de ce monde là. Un autre monde est possible. On ne va pas attendre pour le mettre en œuvre. Ils ont une boussole d'une extraordinaire précision, qui s'indigne de ce monde là. Stéphane Hessel exprime si bien cette force d'indignation: ce mur nous dégoûte, ces colons nous dégoûtent. Tout le reste, ils ne l'avaient pas vraiment étudié. Ils savaient très peu de choses sur l'Intifada ou sur l'OLP quand ils se sont engagés.

Ils ont fait une démarche inverse de la nôtre. Cette jeunesse là c'est votre jeunesse, elle est mondialisée, spontanément internationaliste. Pour eux, il y a un monde sans frontières. La relation entre jeunes Palestiniens et jeunes Israéliens se fait de façon presque automatique.

CRÉDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'Entre les Lignes sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans Entre les Lignes sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

Comité de rédaction:

Raymond George, Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Caroline Finkelstein

Rédaction:

Raymond George, Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Caroline Finkelstein

Design:

Dana Issa

Impression:

Atelier Papyrus, Lausanne
www.atelierpapyrus.ch

Corrections:

Pierrette Iselin, Raymond George

Le contenu d'*Entre les Lignes* peut être diffusé et reproduit librement, à condition que soient mentionnés le titre de l'article, le nom de l'auteur et la source avec la référence www.cupvd.ch/ell.htm – © 2011, *Entre les Lignes*

S'ABONNER